

ATELIER 1

PEUT-ON CONNAÎTRE LES CONNAISSANCES POLITIQUES ? NOUVELLES APPROCHES DU RAISONNEMENT POLITIQUE

Stéphanie ABRIAL, CNRS – IEP de Grenoble
Bernard DENNI, IEP de Grenoble
Jean-Louis MARIE, IEP de Lyon

Depuis les années soixante l'expansion continue du mouvement cognitif à travers toutes les sciences sociales a conduit la science politique à renouveler en profondeur ses interrogations à propos de la connaissance politique dont peuvent être porteurs les acteurs, qu'ils soient "ordinaires" ou professionnels. Très schématiquement, deux conceptions se sont longtemps opposées chez les politologues. L'une, issue des théories de la démocratie représentative, privilégiait un citoyen participatif, informé et porteur de convictions rationnellement fondées. L'autre, héritière d'une tradition élitiste européenne et des grandes enquêtes par sondage menées aux USA depuis les années quarante, mettait au contraire en avant une apathie de masse, expression d'un repli croissant sur la sphère privée et d'une faible information en matière politique.

Les travaux contemporains sur la connaissance politique utilisent le plus souvent comme entrée une conception de la connaissance en tant que stock d'informations disponibles. Quand la recherche met ensuite éventuellement l'accent sur les modes de production de cette connaissance, elle privilégie très largement des schémas explicatifs externalistes mobilisant des variables macro, culturelles et/ou socio-économiques. Sans être totalement abandonnés, ces grands paradigmes sont actuellement enrichis par de nouvelles approches que cet atelier a pour but de discuter. Il permettra d'avancer selon trois axes interdépendants.

- 1) Quelles sont les questions que l'on se pose prioritairement aujourd'hui à propos de la connaissance politique, si celle du stock d'informations disponibles n'est plus centrale ?
- 2) Quelles sont les méthodologies utilisées, de quelles innovations, transferts et coopérations disciplinaires procèdent-elles ?
- 3) Quels sont déjà les premiers résultats d'un ensemble de recherches empiriques menées au sein d'un réseau informel international de coopération et d'échange entre politologues et psychologues cognitifs ?

PROGRAMME

Première heure

■ Stéphanie ABRIAL, CNRS – IEP de Grenoble,
« Connaissances, compétence et participation politique. Introduction à la problématique de l'atelier ».

■ Jean-Louis MARIE, IEP de Lyon,
« De l'étude du stock de connaissance à celle du raisonnement : quels renouvellements épistémologiques ? ».

■ Bernard DENNI, IEP de Grenoble,
« Difficultés méthodologiques et choix des indicateurs dans la mesure des connaissances politiques ».

■ Henri MILNER, Université Laval et Université d'Umea-Suède, président de la société québécoise de science politique,
« Compétence civique et utilisation du capital social : comparaison entre quinze démocraties occidentales ».

■ Olivier KOENIG, Université Lyon 2, Laboratoire d'Etude des Mécanismes Cognitifs,
« Rôle de l'implicite et de l'explicite dans les connaissances et la prise de décision : contribution de la neuroscience cognitive ».

Deuxième heure

Discussion et débat entre les intervenants et le public

RÉSUMÉS

■ Stéphanie ABRIAL, CNRS – IEP de Grenoble,
« Connaissances, compétence et participation politique. Introduction à la problématique de l'atelier ».

Connaissances, compétence et participation politique » Les trois notions apparaissent empiriquement étroitement interdépendantes. Les connaissances, avec lesquelles interfèrent les affects, sont inégalement réparties et organisées parmi les citoyens ordinaires. La double question, à la fois théorique et méthodologique, se pose donc d'élucider ces modes d'agencement et leurs relations à la participation. On pourra ainsi progresser sur le problème de la compétence comme aptitude à s'orienter et évoluer dans l'univers politique.

■ Jean-Louis MARIE, IEP de Lyon,
« De l'étude du stock de connaissance à celle du raisonnement : quels renouvellements épistémologiques ? ».

La science politique se renouvelle notamment en s'appropriant des questions et des méthodes venues de la psychologie cognitive, et, plus globalement, des sciences cognitives. C'est à dire d'un univers scientifique dans lequel les objets sont construits et saisis selon des procédures d'observation et d'expérimentation positivistes et naturalistes. Le réductionnisme et le souci de modélisation dont les sciences sont porteuses dans leur étude des aptitudes et mécanismes cognitifs, tout en produisant des résultats utiles à la science politique, l'interpellent en tant que science sociale et de la culture.

■ Bernard DENNI, IEP de Grenoble,
« Difficultés méthodologiques et choix des indicateurs dans la mesure des connaissances politiques ».

L'objet de l'atelier pose des difficultés méthodologiques très complexes. Celles-ci apparaissent dès la définition des notions et phénomènes à mesurer, puis avec le choix des indicateurs, le mode de recueil des données, et les méthodes de traitement. Ainsi, selon les options prises, le stock de connaissances peut s'analyser de façon binaire (ex : vrai ou faux), ou bien révéler un univers mental beaucoup plus complexe, fait de connaissances bien établies ou plus fragiles, approximatives mais politiquement cohérentes, de croyances fausses fortement arrimées...Le tableau se complique lorsque l'on cherche à balayer plusieurs domaines de connaissance, ou à construire une batterie d'indicateurs valables dans plusieurs pays pour permettre des comparaisons internationales.

■ Henri MILNER, Université Laval et Université d'Umea-Suède, président de la société québécoise de science politique,
« Compétence civique et utilisation du capital social : comparaison entre quinze démocraties occidentales ».

À partir d'informations recueillies dans différents pays européens, la question de la compétence civique est analysée en rapport avec le développement de la scolarisation, le système médiatique ou encore les règles électorales propres à chaque société.

■ Olivier KOENIG, Université Lyon 2, Laboratoire d'Etude des Mécanismes Cognitifs,
« Rôle de l'implicite et de l'explicite dans les connaissances et la prise de décision : contribution de la neuroscience cognitive ».

La neuroscience cognitive ne parle pas de connaissance mais de traitement de l'information. Au cours de celui-ci des connaissances stockées en mémoire sont mises en relation automatiquement. L'étude des processus d'amorçage est une voie pour la recherche sur ces automatismes. Elle permet également d'aborder un domaine de relations potentiellement étroites entre la neuroscience cognitive et la communication politique.